

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction générale</b> .....	1
1. Notions préliminaires .....	1
1.1 Définition .....	1
1.2 Les sujets de l'ordre juridique international .....	1
1.2.1 Les organisations internationales .....	2
1.2.2 Les peuples coloniaux .....	2
1.2.3 Les individus et les personnes morales .....	3
1.3 Objet .....	4
1.4 Droit international public et droit international privé ...	5
1.5 Droit international public et science politique .....	5
2. Histoire des origines du droit des gens .....	6
2.1 La fin de la société médiévale .....	7
2.2 Les fondateurs de la discipline .....	13
2.3 Du Traité de Westphalie (1648) au Congrès de Vienne (1815) .....	20
2.3.1 Le Traité de Westphalie .....	20
2.3.2 Le Congrès de Vienne de 1815 .....	22
3. Les principaux caractères du droit international .....	23
3.1 Caractère global : le reflet d'une société à mi-chemin entre l'anarchie et l'ordre .....	23
3.1.1 Une société anarchique .....	24
3.1.2 Une société ordonnée .....	26
3.1.3 La mondialisation .....	27

3.2 Un droit consensuel . . . . .	29
3.2.1 Le consentement tacite : un droit coutumier . . . . .	30
3.2.2 Le consentement formel : un droit contractuel . . . . .	30
3.3 Un droit sans arbitre . . . . .	32
3.4 Un droit sans gendarme . . . . .	32
3.5 Un vrai droit ? . . . . .	33
3.6 Un droit imparfait à la recherche d'une certaine systématisation . . . . .	36
3.6.1 La loi du dédoublement fonctionnel . . . . .	36
3.6.2 À la recherche d'une certaine systématisation . . . . .	37
3.6.2.1 Les normes impératives ( <i>jus cogens</i> ) . . . . .	37
3.6.2.2 Traités-contrats et traités-lois . . . . .	43
3.6.2.3 Droit international général et droit international particulier . . . . .	44
3.6.2.4 Normes obligatoires et normes quasi obligatoires ( <i>soft law</i> ) . . . . .	45
4. Le fondement du caractère obligatoire du droit international . . . . .	48
4.1 Le volontarisme juridique . . . . .	49
4.2 Théories objectivistes . . . . .	51
4.2.1 Théories sociologiques . . . . .	52
4.2.2 Théories normativistes . . . . .	53
4.3 Conclusion . . . . .	54
5. Théories des relations internationales . . . . .	56
5.1 L'école libérale . . . . .	59
5.2 L'école réaliste . . . . .	62
5.3 Conclusion . . . . .	66
<b>Chapitre 1- La coutume internationale . . . . .</b>	<b>67</b>
1. Les sources du droit international : notions préliminaires . . . . .	67
2. Les deux éléments de la coutume . . . . .	69

---

2.1 L'élément matériel . . . . .	71
2.1.1 Un usage constant . . . . .	71
2.1.2 Un usage général . . . . .	73
2.1.3 Un usage uniforme . . . . .	74
2.1.4 Nature des précédents . . . . .	75
2.2 L'élément subjectif : une pratique générale acceptée comme étant le droit ( <i>opinio juris sive necessitatis</i> ) . . . . .	76
3. Valeur respective de l'élément matériel et de l'élément subjectif . . . . .	78
3.1 Théorie de l'accord tacite . . . . .	78
3.1.1 Problème de preuve . . . . .	79
3.1.2 Une coutume instantanée ? Effets des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies . . . . .	81
3.1.3 Problème de l'État nouveau . . . . .	87
3.1.4 La règle du consentement des « États particulièrement intéressés » . . . . .	87
3.1.5 Portée de la protestation . . . . .	88
3.2 L'hypothèse de la loi de la majorité qualifiée fondée sur la nécessité sociale de construire l'ordre international . . . . .	89
3.3 Conclusion . . . . .	91
4. La codification du droit coutumier . . . . .	93
4.1 Aspects historiques . . . . .	93
4.2 L'œuvre de la Commission du droit international . . . . .	94
4.3 Aspects techniques des travaux de la Commission du droit international . . . . .	95
<b>Chapitre 2- Le traité international . . . . .</b>	<b>99</b>
1. Notions générales . . . . .	99
1.1 Accord entre sujets de droit international . . . . .	99
1.1.1 Accords conclus par des organisations internationales . . . . .	100

---

1.1.2 Accords conclus par des États membres d'un État fédéral . . . . .	100
1.2 Accord écrit ou oral . . . . .	101
1.3 Un ou plusieurs instruments . . . . .	102
1.4 Volonté des parties d'être juridiquement engagées . . . .	104
1.5 Codification de la matière par la <i>Convention de Vienne du 22 mai 1969 sur le droit des traités</i> . . . . .	106
2. La conclusion du traité international . . . . .	107
2.1 Aspects généraux . . . . .	107
2.2 Les différentes étapes de la procédure classique . . . . .	109
2.2.1 L'émission des pleins pouvoirs . . . . .	109
2.2.2 L'authentification du texte par la signature . . . .	110
2.2.3 La ratification . . . . .	110
2.2.4 Entrée en vigueur . . . . .	111
2.3 Évolution de la procédure vers des formalités moins solennelles : l'accord en forme simplifiée . . . . .	112
2.4 Aspects particuliers du traité multilatéral . . . . .	114
2.4.1 Des techniques nouvelles . . . . .	115
2.4.1.1 L'adhésion . . . . .	115
2.4.1.2 La signature différée . . . . .	115
2.4.1.3 Entrée en vigueur . . . . .	116
2.4.1.4 L'institution du dépositaire . . . . .	117
2.4.2 Le système des réserves . . . . .	117
2.4.2.1 Définition . . . . .	117
2.4.2.2 Un précédent : l' <i>Avis consultatif du 28 mai 1951 relatif à la validité des réserves à la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide</i> . . . . .	118
2.4.2.3 Les articles 19 à 23 de la Convention de Vienne de 1969 . . . . .	120
2.4.2.4 Évaluation générale . . . . .	125

---

3. La validité du traité international . . . . .	126
3.1 Les vices du consentement . . . . .	126
3.2 Traité en conflit avec une norme impérative du droit international général . . . . .	128
4. L'application du traité . . . . .	128
4.1 Effet du traité entre les parties . . . . .	129
4.1.1 L'exécution du traité en droit interne . . . . .	129
4.1.2 L'interprétation de bonne foi du traité . . . . .	129
4.1.3 L'interprétation des traités conclus avant l'entrée en vigueur de la <i>Convention de Vienne sur le droit           des traités</i> . . . . .	133
4.1.4 Le traité survit au changement de gouvernement	133
4.2 Effets du traité à l'égard des tiers . . . . .	133
4.2.1 Principe : <i>res inter alios acta</i> . . . . .	134
4.2.2 Hypothèse du traité-loi : rôle de la coutume . . . . .	134
4.2.2.1 Incorporation d'une norme de droit coutumier . . . . .	135
4.2.2.2 Extension d'une norme conventionnelle par la création d'une norme nouvelle de droit coutumier . . . . .	138
4.2.3 Traités constitutifs de régimes dits objectifs . . . . .	140
5. La fin du traité . . . . .	142
5.1 La dénonciation unilatérale . . . . .	143
5.2 Violation substantielle . . . . .	144
5.2.1 Traité bilatéral . . . . .	145
5.2.2 Traité multilatéral . . . . .	146
5.2.3 Cas particulier des traités en matière des droits de l'homme . . . . .	146
5.3 La clause <i>rebus sic stantibus</i> . . . . .	147
5.4 Cas de force majeure . . . . .	149
5.5 La guerre . . . . .	150

6. Le règlement des différends dans le cadre de la Convention de Vienne .....	151
<b>Chapitre 3- Les autres sources du droit international : principes généraux et actes unilatéraux ...</b>	<b>153</b>
1. Les principes généraux du droit .....	154
1.1 Principes propres au droit international .....	155
1.2 Principes dérivant des systèmes juridiques nationaux .	157
1.3 Fonctions .....	160
2. Les moyens auxiliaires de détermination du droit .....	161
2.1 Les décisions judiciaires .....	162
2.2 La doctrine .....	164
3. Les actes unilatéraux .....	165
3.1 Actes unilatéraux étatiques .....	166
3.1.1 La reconnaissance .....	166
3.1.2 La protestation .....	171
3.1.3 La renonciation .....	173
3.1.4 La promesse .....	174
3.2 Actes d'organisations internationales .....	180
3.2.1 Aspects généraux .....	180
3.2.2 Le caractère exceptionnel du pouvoir décisionnel .....	182
3.2.2.1 Droit des Nations Unies .....	182
3.2.2.2 Droit européen .....	183
4. Les normes techniques internationales de références, d'origine privée ou publique .....	184
4.1 Les origines de la normalisation en droit .....	184
4.2 La norme technique internationale comme véritable source du droit .....	186
4.2.1 Les normes incorporées aux instruments juridiques .....	186

---

4.2.2	Les normes reconnues comme normes de référence .....	188
4.2.3	Les normes gravitant autour des instruments juridiques sans toutefois en faire partie intégrante .....	189
5.	L'équité .....	190
<b>Chapitre 4- Les rapports entre le droit international et les droits nationaux : solutions de droit canadien .....</b>		
1.	Aspects généraux .....	195
2.	La mise en œuvre du droit international dans la pratique de certains États .....	198
2.1	États-Unis d'Amérique .....	198
2.2	France .....	205
2.3	Autres pays .....	207
3.	Canada .....	208
3.1	La conclusion des traités .....	208
3.1.1	La procédure de conclusion : une prérogative de la Couronne .....	209
3.1.2	Une prérogative de la Couronne aux droits du Canada .....	210
3.1.3	La question des ententes internationales du Québec .....	211
3.2	La mise en œuvre du traité dans l'ordre interne : une fonction législative .....	214
3.2.1	Fondement et modalités de l'action législative ..	215
3.2.2	Le respect du partage des compétences législatives .....	217
3.2.3	Quelques éléments de solution pratique .....	221
3.2.3.1	La clause fédérale .....	221
3.2.3.2	La réserve fédérale .....	224
3.2.3.3	L'Accord-cadre .....	224

3.2.3.4	L'entente directe . . . . .	226
3.2.3.5	La participation directe des provinces aux négociations internationales conduites par le gouvernement fédéral . . . . .	227
3.2.3.6	L'institutionnalisation de la coopération fédérale-provinciale . . . . .	228
3.3	Droit coutumier international et droit interne canadien	230
3.3.1	État du droit anglais . . . . .	230
3.3.2	Jurisprudence canadienne . . . . .	233
3.3.3	Droit international et droit québécois . . . . .	235
3.4	Le recours au droit international comme source pertinente et persuasive d'interprétation du droit canadien . . . . .	235
3.5	Des rapports ambigus . . . . .	240
<b>Chapitre 5- Les éléments constitutifs de l'État . . . . .</b>		<b>243</b>
1.	Le territoire de l'État . . . . .	244
1.1	Le territoire maritime . . . . .	244
1.1.1	Bref survol . . . . .	244
1.1.2	Les eaux intérieures . . . . .	246
1.1.2.1	L'établissement des lignes de base . . . . .	246
1.1.2.2	Régime juridique général . . . . .	249
1.1.2.3	Les eaux intérieures canadiennes . . . . .	252
1.1.3	La mer territoriale . . . . .	257
1.1.3.1	Largeur . . . . .	257
1.1.3.2	Délimitation . . . . .	257
1.1.3.3	Régime juridique général . . . . .	258
1.1.3.4	L'exercice de la juridiction civile et pénale . . . . .	259
1.1.3.5	La question des détroits internationaux .	260
1.1.4	Les eaux archipélagiques . . . . .	261
1.2	L'espace aérien . . . . .	263
1.2.1	Statut juridique . . . . .	263

1.2.2 Régime juridique général de l'aviation civile internationale . . . . .	265
1.2.3 Les limites verticales de l'espace aérien . . . . .	266
2. La population . . . . .	268
2.1 Les nationaux . . . . .	270
2.1.1 Nationalité des personnes physiques . . . . .	270
2.1.2 Cas de double nationalité ou de nationalité multiple . . . . .	271
2.1.3 Nationalité des personnes morales . . . . .	275
2.1.4 Navires . . . . .	277
2.1.5 Aéronefs et objets spatiaux . . . . .	280
2.2 Les étrangers, les réfugiés et les apatrides . . . . .	280
3. Le gouvernement de l'État et sa reconnaissance . . . . .	281
3.1 Problématique générale . . . . .	281
3.2 Analyse schématique de quelques cas . . . . .	282
3.2.1 Taïwan (1979) . . . . .	282
3.2.2 Chili (1973) . . . . .	283
3.2.3 Le gouvernement en exil . . . . .	283
3.3 Effectivité, légalité et légitimité . . . . .	284
3.3.1 Effectivité . . . . .	284
3.3.2 Légalité . . . . .	285
3.3.3 Légitimité démocratique . . . . .	286
3.4 Liens entre la reconnaissance de gouvernement et le problème de représentation de l'ONU . . . . .	288
<b>Chapitre 6- La souveraineté territoriale : problème de la formation de l'État . . . . .</b>	<b>291</b>
Introduction . . . . .	291
1. Modes historiques d'acquisition de la souveraineté territoriale . . . . .	292
1.1 La donation pontificale . . . . .	293

---

1.2	La découverte	294
1.3	Prise de possession symbolique	295
1.4	L'occupation effective d'un territoire sans maître	296
1.5	Conquête militaire	298
2.	L'accession à l'indépendance et le droit à l'autodétermination	300
2.1	Les textes fondamentaux	300
2.2	Les ambiguïtés et les contradictions	302
2.3	L'avis sur la sécession du Québec et l'avis de la Cour internationale de Justice sur la sécession du Kosovo	308
2.4	La République arabe sahraouie démocratique (le Sahara occidental)	311
2.5	Peuples autochtones	314
3.	La reconnaissance d'État	316
3.1	Liens entre reconnaissance d'États et reconnaissance de gouvernement	316
3.2	Analyse schématique de quelques cas	317
3.2.1	Le cas de Belize	317
3.2.2	Les anciens bantoustans africains	318
3.2.3	La république éphémère du Biafra	318
3.2.4	La République turque du nord de Chypre	319
3.2.5	L'État palestinien	319
3.2.6	L'indépendance du Kosovo	331
3.3	Conditions de licéité de l'acte de reconnaissance	334
3.3.1	Conditions relatives à l'existence effective des éléments constitutifs de l'État	334
3.3.2	Inexistence d'obligations de non-reconnaissance	335
3.3.3	Les Lignes directrices européennes du 16 décembre 1991	337
3.4	Formes et modalités	338

---

3.4.1	Reconnaissance expresse et reconnaissance implicite . . . . .	388
3.4.2	Reconnaissance <i>de jure</i> et reconnaissance <i>de facto</i> . . . . .	339
3.5	Effets juridiques . . . . .	339
3.5.1	Théorie constitutive . . . . .	339
3.5.2	Théorie déclarative . . . . .	340
3.5.3	La théorie de « l'effet de fait » de Verhoeven . . . .	341
3.6	Liens entre la reconnaissance d'État et l'admission à l'ONU . . . . .	342
4.	La succession d'États . . . . .	345
4.1	La succession d'États aux traités internationaux selon la Convention de 1978 . . . . .	347
4.1.1	Le régime minimum applicable à toutes les catégories de succession d'États . . . . .	347
4.1.1.1	Les traités de frontière . . . . .	348
4.1.1.2	Autres traités territoriaux . . . . .	348
4.1.2	Les catégories particulières . . . . .	349
4.1.2.1	L'État nouvellement indépendant . . . . .	349
4.1.2.2	Unification de deux ou plusieurs États . . . . .	350
4.1.2.3	Hypothèse de la sécession . . . . .	351
4.1.2.4	Succession relative à une partie de territoire . . . . .	352
4.2	La succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État selon la Convention de 1983 . . . . .	353
4.2.1	Les biens . . . . .	353
4.2.2	Les dettes . . . . .	354
<b>Chapitre 7- La souveraineté de l'État : compétence territoriale et extraterritoriale . . . . .</b>		
1.	Souveraineté de l'État et suprématie du droit . . . . .	357
2.	Le domaine réservé de l'État ou le pouvoir discrétionnaire dans l'exercice de sa compétence nationale exclusive . . . . .	360

3. Signification théorique et limitations pratiques de la souveraineté territoriale .....	363
4. Les compétences extraterritoriales .....	366
4.1 Notions introductives .....	366
4.2 Principaux titres revendiqués pour fonder l'extraterritorialité des lois .....	370
4.2.1 Le principe de territorialité .....	371
4.2.1.1 La doctrine américaine des effets indésirables ( <i>detrimental effects</i> ) .....	372
4.2.1.2 La Loi canadienne sur les mesures extraterritoriales étrangères .....	374
4.2.1.3 La Loi étatsunienne du 11 mars 1996, dite Helms-Burton .....	376
4.2.2 Le principe de personnalité .....	378
4.2.2.1 Personnalité active .....	379
4.2.2.2 Personnalité passive .....	381
4.2.3 Le principe de protection .....	382
4.2.4 La compétence universelle .....	384
4.2.4.1 La loi belge dite de compétence universelle .....	385
4.2.4.2 Affaire <i>République du Congo c. France</i> ..	390
4.2.4.3 Affaire <i>Pinochet</i> .....	391
4.2.4.4 La Loi canadienne sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre .....	393
4.2.4.5 Exercice de la compétence universelle et immunité des représentants d'État de la juridiction pénale étrangère .....	395
4.2.5 Les solutions au problème de la concurrence des compétences .....	395
<b>Chapitre 8- Les espaces maritimes .....</b>	<b>399</b>
Introduction .....	400
1. Les espaces maritimes soumis à la compétence fonctionnelle de l'État côtier .....	405

---

1.1	La zone contiguë	405
1.2	La zone économique exclusive	407
1.2.1	Statut juridique	407
1.2.2	La gestion des pêches dans la zone économique exclusive	409
1.2.2.1	La détermination du volume admissible des captures	411
1.2.2.2	La capacité d'exploitation de l'État côtier	413
1.2.2.3	L'octroi du surplus aux États tiers	414
1.3	Le plateau continental	416
1.3.1	Définitions de 1958 et de 1982	417
1.3.2	Régime juridique	420
2.	Les espaces maritimes pleinement internationaux	421
2.1	La haute mer	421
2.1.1	La liberté de navigation	421
2.1.1.1	Le navire pirate	422
2.1.1.2	Le trafic illicite de migrants	425
2.1.1.3	Le navire qui diffuse des émissions de radio ou de télévision à l'intention du grand public	426
2.1.1.4	Le droit de poursuite du navire qui a contrevenu aux lois et règlements de l'État côtier	426
2.1.1.5	Le droit de visite	426
2.1.2	La liberté de pêche	427
2.1.2.1	Aspects généraux	427
2.1.2.2	Organisations régionales de pêche	428
2.1.2.3	L'action unilatérale canadienne en haute mer	429
2.1.2.4	L'Accord de New York de 1995 sur la conservation des stocks chevauchants	432

---

2.1.2.5	Le respect des mesures internationales de conservation en haute mer . . . . .	433
2.1.2.6	Mesures contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée . . . . .	434
2.2	La zone internationale des fonds marins . . . . .	435
2.2.1	L'Autorité internationale des fonds marins . . . . .	436
2.2.2	Le régime d'exploitation des ressources de la zone . . . . .	436
2.2.3	Le Tribunal international du droit de la mer . . .	438
2.3	Le droit d'accès à la mer de l'État sans littoral . . . . .	440
3.	La délimitation des frontières maritimes . . . . .	442
3.1	Notions générales . . . . .	443
3.2	Le fondement du titre sur les espaces maritimes . . . . .	446
3.3	Les sources et le contenu du droit de la délimitation maritime . . . . .	448
3.3.1	Sources . . . . .	448
3.3.2	Le contenu général du droit de la délimitation maritime . . . . .	451
3.3.2.1	La délimitation doit être l'objet d'un accord . . . . .	451
3.3.2.2	La délimitation doit être équitable . . . . .	453
3.3.2.3	Principes et critères équitables . . . . .	454
3.3.2.4	Les méthodes de délimitation . . . . .	456
3.4	Frontières maritimes canadiennes . . . . .	462
3.4.1	La frontière dans le golfe du Maine . . . . .	462
3.4.2	La délimitation autour des îles Saint-Pierre-et- Miquelon . . . . .	466
3.4.2.1	Les prétentions initiales du Canada et de la France autour de St-Pierre-et- Miquelon . . . . .	468
3.4.2.2	Délimitation réalisée par un tribunal spécial d'arbitrage en 1992 . . . . .	469

---

3.4.3 La délimitation dans la mer de Beaufort . . . . .	470
4. L'élévation du niveau de la mer au regard du droit international . . . . .	472
4.1 Droit de la mer . . . . .	473
4.2 Protection des personnes . . . . .	475
<b>Chapitre 9- L'espace extra-atmosphérique . . . . .</b>	<b>477</b>
1. Les principes du cadre conventionnel mis en place . . . . .	479
1.1 Le principe de la liberté de l'espace extra- atmosphérique . . . . .	480
1.2 Le principe d'affectation pacifique . . . . .	482
1.3 Le principe de la compétence personnelle de l'État d'immatriculation . . . . .	483
1.4 Responsabilité pour risque et responsabilité pour faute . . . . .	484
1.5 Le principe de coopération . . . . .	485
2. Les problèmes anciens et actuels . . . . .	487
2.1 Délimitation de l'espace extra-atmosphérique . . . . .	479
2.2 L'orbite géostationnaire . . . . .	489
2.3 La télédétection des ressources terrestres . . . . .	491
2.4 La militarisation de l'espace . . . . .	493
2.5 Transports commerciaux spatiaux et gestion du trafic spatial . . . . .	496
2.6 Les débris spatiaux . . . . .	498
<b>Chapitre 10- Les immunités . . . . .</b>	<b>503</b>
1. Les immunités de juridiction et d'exécution de l'État étranger . . . . .	504
1.1 Fondements . . . . .	504
1.2 Les actes <i>jure imperii</i> . . . . .	506
1.3 Les exceptions au bénéfice de l'immunité de juridiction . . . . .	515
1.3.1 La renonciation à l'immunité . . . . .	515

1.3.2	Les transactions de nature commerciale . . . . .	516
1.3.3	L'action en dommages en cas de décès ou de blessures corporelles . . . . .	518
1.3.4	Les navires d'État . . . . .	518
1.3.5	Les contrats de travail . . . . .	519
1.3.6	Propriété de biens et propriété industrielle . . . . .	522
1.4	La Loi canadienne sur l'immunité de juridiction des États . . . . .	522
1.4.1	Aspects généraux . . . . .	522
1.4.2	Jurisprudence . . . . .	524
1.4.2.1	Renonciation implicite à l'immunité . . . . .	524
1.4.2.2	Le critère de la transaction commerciale . . . . .	525
1.4.2.3	La notion de dommages corporels . . . . .	530
1.4.2.4	Le contrat de travail . . . . .	535
1.4.2.5	Les actes terroristes . . . . .	536
2.	Immunités diplomatiques et consulaires . . . . .	540
2.1	Distinction entre facilités, privilèges et immunités . . . . .	541
2.2	Fondements . . . . .	544
2.3	Les immunités diplomatiques . . . . .	545
2.3.1	Inviolabilité de la personne de l'agent et des locaux de la mission diplomatique . . . . .	546
2.3.2	Libertés de communication . . . . .	548
2.3.3	Immunités juridictionnelles, civiles et pénales . . . . .	548
2.3.4	Privilèges fiscaux et parafiscaux . . . . .	549
2.3.5	Extension des privilèges et immunités . . . . .	549
2.4	Question de l'asile diplomatique . . . . .	550
2.5	Privilèges et immunités consulaires . . . . .	551
2.5.1	Inviolabilité . . . . .	552
2.5.2	Immunités . . . . .	552
2.5.3	Libertés de communication . . . . .	552

---

2.5.4	Privilèges fiscaux . . . . .	556
2.6	La Loi canadienne sur les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires . . . . .	556
3.	Les immunités de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État . . . . .	557
3.1	Les représentants de l'État . . . . .	561
3.1.1	Les représentants de haut rang : chefs d'état, chefs de gouvernement et ministre des Affaires étrangères . . . . .	561
3.1.2	Autres représentants d'État, de rang subalterne . . . . .	563
3.2	Immunité <i>ratione personae</i> et immunité <i>ratione         materiae</i> . . . . .	564
3.2.1	Immunité <i>ratione personae</i> . . . . .	564
3.2.2	Immunité <i>ratione materiae</i> . . . . .	566
3.2.3	Les exceptions à la règle de l'immunité <i>ratione             materiae</i> en ce qui concerne des crimes internationaux . . . . .	567
3.3	Garantie procédurales . . . . .	569
<b>Chapitre 11-</b>	<b>La responsabilité internationale</b> . . . . .	<b>571</b>
1.	Notions préliminaires . . . . .	571
1.1	Les divers régimes de responsabilité internationale . . . . .	572
1.1.1	La responsabilité pour fait illicite . . . . .	572
1.1.2	La responsabilité pour faute . . . . .	573
1.1.3	La responsabilité pour risque . . . . .	575
2.	Éléments fondamentaux de la responsabilité pour fait illicite international . . . . .	581
2.1	Le fait illicite international . . . . .	581
2.2	Le fait illicite imputable à l'État . . . . .	582
2.2.1	Le fait illicite imputable à l'organe législatif . . . . .	583
2.2.2	Le fait illicite imputable à l'organe exécutif . . . . .	584

---

2.2.3	Le fait illicite imputable aux organes judiciaires . . . . .	588
2.2.4	Responsabilité de l'État fédéral pour les actes de ses États membres . . . . .	591
2.2.5	Responsabilité et succession d'États . . . . .	593
2.2.6	Autres cas en matière d'imputabilité . . . . .	595
2.2.6.1	Les agents <i>de facto</i> de l'État . . . . .	595
2.2.6.2	Les agents d'un mouvement révolutionnaire victorieux . . . . .	597
2.3	Le préjudice . . . . .	597
2.3.1	Préjudice causé directement à l'État et préjudice indirect causé aux nationaux d'un État . . . . .	597
2.3.2	Préjudice matériel et préjudice moral . . . . .	599
2.4	Les modalités de la réparation . . . . .	601
2.4.1	La <i>restitutio in integrum</i> . . . . .	603
2.4.2	Les dommages-intérêts . . . . .	605
2.5	Circonstances excluant l'illicéité . . . . .	609
2.5.1	Le consentement d'un État à la commission d'un fait qui autrement serait illicite ( <i>Volenti non fit injuria</i> ) . . . . .	610
2.5.2	Légitime défense . . . . .	610
2.5.3	L'adoption de contre-mesures . . . . .	610
2.5.4	La force majeure et le cas fortuit . . . . .	611
2.5.5	La situation de détresse . . . . .	612
2.5.6	L'état de nécessité . . . . .	612
2.5.6.1	L'Affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros . . . . .	613
2.5.6.2	L'Affaire de la Compétence en matière de pêcheries . . . . .	614
3.	La mise en œuvre de la responsabilité de l'État (théorie de la protection diplomatique) . . . . .	616

3.1	La caractère discrétionnaire de la protection diplomatique .....	618
3.2	L'existence du lien de nationalité .....	622
3.2.1	Principe .....	622
3.2.2	Exceptions .....	623
3.2.3	Le lien de nationalité dans le temps .....	626
3.2.4	Problème de la double nationalité .....	627
3.2.4.1	Double nationalité .....	627
3.2.4.2	Nationalité à la fois de l'État demandeur et de l'État défendeur .....	628
3.3	L'épuisement préalable des recours locaux .....	631
3.3.1	Position de principe .....	631
3.3.2	Fondements .....	632
3.3.3	Portée de la règle .....	633
3.4	Problèmes particuliers .....	636
3.4.1	La renonciation à l'exercice de la protection diplomatique par un particulier .....	636
3.4.2	La doctrine dite des <i>clean hands</i> (mains propres) .....	640
<b>Chapitre 12- Les organisations internationales : notions fondamentales, introduction au droit des Nations Unies et au droit de l'Union européenne</b> .....		645
1.	Définition .....	646
1.1	Généralités .....	646
1.2	Personnalité juridique .....	648
1.2.1	Personnalité juridique de l'ONU .....	648
1.2.2	Personnalité de l'U.E. ....	651
1.2.3	Un cas d'espèce : le Commonwealth britannique. .	653
1.3	Privilèges et immunités .....	654
1.4	Classification .....	656

1.4.1	Organisation des Nations Unies . . . . .	656
1.4.2	L'Union européenne . . . . .	657
2.	Structure . . . . .	658
2.1	Composition . . . . .	658
2.1.1	Le droit d'accès . . . . .	658
2.1.1.1	Procédure de l'invitation . . . . .	660
2.1.1.2	Procédure du vote sur candidature . . . . .	661
2.1.1.3	L'admission à l'ONU . . . . .	661
2.1.1.4	L'admission à l'U.E. . . . .	664
2.1.2	Le droit de retrait . . . . .	665
2.1.2.1	Le droit de retrait de l'ONU . . . . .	665
2.1.2.2	Le droit de retrait de l'U.E. . . . .	666
2.1.3	L'expulsion de l'ONU . . . . .	667
2.1.4	La non-reconnaissance des lettres de créance comme substitut à la procédure d'expulsion . . . . .	667
2.2	Organes de l'ONU . . . . .	668
2.2.1	L'Assemblée générale . . . . .	668
2.2.2	Le Comité exécutif . . . . .	670
2.2.3	Le Secrétariat . . . . .	671
2.3	Les institutions de l'U.E. . . . .	672
2.3.1	Le Parlement européen . . . . .	673
2.3.2	Le Conseil européen . . . . .	673
2.3.3	Le Conseil des ministres . . . . .	673
2.3.4	La Commission européenne . . . . .	674
2.3.5	La Cour de justice de l'Union européenne . . . . .	674
2.3.6	La Banque centrale européenne . . . . .	674
2.3.7	La Cour des comptes . . . . .	675
2.3.8	La Comité économique et social . . . . .	675
2.3.9	Le Comité des régions . . . . .	676

---

3. Règles de vote .....	676
3.1 Règles de vote des organisations internationales en général .....	677
3.1.1 Unanimité et majorité .....	677
3.1.2 Le vote pondéré .....	678
3.1.3 La pratique du consensus .....	678
3.2 Règles de vote de l'U.E. ....	679
3.2.1 La majorité qualifiée .....	679
3.2.2 La majorité simple .....	680
3.2.3 L'unanimité .....	681
4. Compétences .....	682
4.1 Le principe : des compétences d'attribution .....	682
4.2 L'exception : les compétences implicites .....	683
4.3 Les compétences de l'U.E. ....	686
5. Responsabilité .....	687
5.1 Responsabilité des organisations internationales en général .....	687
5.2 Responsabilité de l'U.E. ....	688
6. Financement .....	690
6.1 Financement de l'ONU .....	690
6.2 Financement de l'U.E. ....	692
<b>Chapitre 13- Le règlement pacifique des conflits .....</b>	<b>695</b>
1. Les modes politiques ou diplomatiques .....	699
1.1 La négociation diplomatique .....	699
1.2 Les bons offices et la médiation .....	702
1.3 L'enquête .....	703
1.4 La conciliation .....	704
2. Les modes juridiques .....	705
2.1 L'arbitrage .....	705

---

2.1.1	Bref rappel historique . . . . .	705
2.1.2	Régime juridique . . . . .	708
2.1.2.1	Fondements . . . . .	708
2.1.2.2	Choix et pouvoirs des arbitres . . . . .	710
2.1.2.3	La sentence . . . . .	710
2.1.3	Distinctions entre l'arbitrage et la justice . . . . .	710
2.2	La Cour internationale de Justice . . . . .	712
2.2.1	Les fondements de la compétence contentieuse de la Cour . . . . .	713
2.2.1.1	Compromis spécial et clause juridictionnelle . . . . .	714
2.2.1.2	Le principe du <i>forum prorogatum</i> . . . . .	715
2.2.1.3	La déclaration d'acceptation de la compétence obligatoire de la Cour en vertu de l'article 36 de son Statut . . . . .	716
2.2.2	Le problème des réserves à l'acceptation de la compétence obligatoire . . . . .	719
2.2.2.1	État du problème . . . . .	719
2.2.2.2	Texte de la Déclaration canadienne du 10 mai 1994 . . . . .	720
2.2.2.3	Les réserves canadiennes . . . . .	720
2.2.2.4	Conclusion . . . . .	726
2.2.3	L'ordonnance en indication de mesures conservatoires . . . . .	727
2.2.3.1	Le critère de la compétence de la Cour : une compétence <i>prima facie</i> . . . . .	727
2.2.3.2	Le problème du caractère obligatoire de l'ordonnance . . . . .	730
2.2.4	L'exécution forcée de la décision judiciaire . . . . .	734
2.2.4.1	L'article 94 et le droit de veto . . . . .	734
2.2.4.2	Le choix entre la recommandation et la décision . . . . .	734

2.2.4.3	La nature des pouvoirs du Conseil de sécurité aux termes de l'article 94 . . . . .	735
2.2.5	La compétence consultative de la Cour internationale de Justice . . . . .	736
2.2.6	Évaluation générale . . . . .	739
<b>Chapitre 14-</b>	<b>Le recours à la force armée . . . . .</b>	<b>741</b>
1.	Le principe de l'interdiction de la force dans les relations internationales . . . . .	743
1.1	Le principe de non-intervention . . . . .	744
1.1.1	Intervention et guerre civile . . . . .	746
1.1.2	Intervention humanitaire unilatérale ou multilatérale . . . . .	748
1.1.2.1	Assistance humanitaire . . . . .	749
1.1.2.2	Responsabilité de protéger et intervention militaro-humanitaire . . . . .	751
1.1.3	Intervention en vue de protéger les nationaux à l'étranger . . . . .	753
1.2	Le principe de non-agression . . . . .	754
1.2.1	Le principe de non-agression comme norme du <i>jus cogens</i> . . . . .	755
1.2.2	Définition de l'agression . . . . .	757
1.2.3	Aggression et statut du tribunal pénal international . . . . .	760
2.	Le droit de légitime défense individuelle ou collective . . . . .	762
2.1	L'existence préalable d'une agression armée . . . . .	763
2.2	L'hypothèse de la légitime défense préventive . . . . .	764
2.2.1	La légitime défense en cas d'attaque imminente . . . . .	764
2.2.2	La légitime défense sans l'imminence d'une attaque ( <i>preemptive self-defense</i> ) . . . . .	765
2.3	Les règles de nécessité et de proportionnalité . . . . .	769
2.3.1	L'existence d'un état de nécessité . . . . .	771
2.3.2	Le principe de proportionnalité . . . . .	772

---

2.3.3	Cas d'application : Afghanistan (2001-2021) et Gaza (2023-) . . . . .	773
2.4	Contrôle théorique <i>a posteriori</i> du Conseil de sécurité. .	774
2.5	Légitime défense et représailles armées . . . . .	775
3.	L'organisation de la légitime défense collective . . . . .	776
3.1	Dans le cadre de l'ONU . . . . .	777
3.1.1	Composition du Conseil de sécurité . . . . .	777
3.1.2	Fonctions et pouvoirs . . . . .	778
3.1.3	Procédure de vote . . . . .	779
3.1.4	L'échec du système établi en 1945 . . . . .	782
3.2	Dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) . . . . .	785
3.2.1	Le concept de la légitime défense collective . . . . .	787
3.2.2	Le caractère semi-automatique des engagements souscrits . . . . .	791
3.2.3	L'élargissement de l'OTAN . . . . .	793
3.2.3.1	La coopération OTAN-Russie . . . . .	794
3.2.3.2	La fin du Conseil conjoint OTAN-Russie . . . . .	795
3.2.3.3	Adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie . .	796
3.2.4	Nouvelles missions . . . . .	799
3.2.5	De la compatibilité de l'action de l'OTAN à celle de l'ONU . . . . .	800
4.	La création des Casques bleus et les opérations de maintien de la paix . . . . .	800
4.1	L'expérience coréenne . . . . .	801
4.2	L'Union pour le maintien de la paix . . . . .	802
4.3	L'agression anglo-franco-israélienne contre l'Égypte . . .	804
4.4	Évolution du système . . . . .	807
4.4.1	Des opérations de plus en plus nombreuses . . . . .	807
4.4.2	Des nouvelles distinctions d'ordre conceptuel . . .	810

---

4.4.3	Déploiement rapide : la Brigade internationale d'intervention rapide (1996-2009) et la Brigade d'avant-garde des Nations Unies (2016-) . . . . .	812
5.	L'utilisation de la force armée depuis la fin de la guerre froide (1990-2024) : entre le recours exceptionnel au chapitre VII, les actes d'agression et les guerres d'agression . . . . .	815
5.1	Le recours exceptionnel au chapitre VII . . . . .	816
5.1.1	L'invasion du Koweït par l'Irak . . . . .	816
5.1.2	La création de zone d'exclusion aérienne en Irak . . . . .	817
5.1.3	Les interventions humanitaires de l'ONU en Somalie, en Bosnie-Herzégovine, au Timor oriental, en Libye et à Haïti . . . . .	819
5.1.3.1	En Somalie . . . . .	819
5.1.3.2	En Bosnie-Herzégovine . . . . .	821
5.1.3.3	Au Timor oriental . . . . .	822
5.1.3.4	En Libye (2011) . . . . .	823
5.1.3.5	En Haïti (2023) . . . . .	824
5.2	Les échecs de l'ONU au Rwanda (1994) et en Syrie (2012-) . . . . .	825
5.2.1	Rwanda . . . . .	825
5.2.2	Syrie . . . . .	827
5.3	Les actes d'agression . . . . .	829
5.3.1	Les bombardements aériens des 16-19 décembre 1998 en Irak . . . . .	829
5.3.2	Le bombardement militaro-humanitaire de l'OTAN contre la Yougoslavie (Kosovo (1999)) . . . . .	830
5.3.3	Les bombardements au-dessus de la Syrie et de l'Irak (2014) . . . . .	833
5.4	Les guerres d'agression . . . . .	834
5.4.1	L'agression américano-britannique contre l'Irak en mars 2003 . . . . .	834

5.4.2	Les agressions russes . . . . .	840
5.4.2.1	L'agression de 2008 contre la Géorgie . . .	840
5.4.2.2	Les agressions de 2014 et 2022 contre l'Ukraine . . . . .	840
5.4.3	L'agression israélo-américaine contre l'Iran (2025) . . . . .	843
<b>Chapitre 15- La protection internationale des droits de l'homme . . . . .</b>		<b>845</b>
1.	Bref historique . . . . .	845
1.1	La protection des droits de l'homme avant 1945 . . . . .	846
1.2	La <i>Charte des Nations Unies</i> . . . . .	850
1.3	Systèmes régionaux . . . . .	851
1.4	Les trois générations des droits de l'homme . . . . .	852
2.	Les principales conventions internationales . . . . .	858
2.1	Principales conventions sur le plan mondial . . . . .	859
2.1.1	Les Pactes internationaux de 1966 . . . . .	861
2.1.1.1	Le <i>Pacte international relatif aux droits civils et politiques</i> . . . . .	861
2.1.1.2	Le <i>Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels</i> . . . . .	863
2.1.2	Autres conventions d'importance fondamentale . . . . .	863
2.2	Conventions régionales . . . . .	866
2.2.1	Europe . . . . .	866
2.2.2	Afrique . . . . .	867
2.2.3	Droit interaméricain . . . . .	868
3.	La mise en œuvre des droits de l'homme . . . . .	871
3.1	Mécanismes conventionnels de mise en œuvre des droits de l'homme . . . . .	872
3.1.1	Le rapport . . . . .	872
3.1.2	La plainte individuelle . . . . .	874
3.1.3	La plainte étatique . . . . .	878

---

3.1.4	Enquête et visite . . . . .	879
3.2	Mécanismes de mise en œuvre des droits de l'homme dans le cadre du système des Nations Unies . . . . .	881
3.2.1	Le Conseil des droits de l'homme . . . . .	881
3.2.2	Procédure de requête . . . . .	882
3.2.3	Procédures spéciales . . . . .	883
3.2.4	Mécanisme d'examen périodique universel . . . . .	884
3.2.5	Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme . . . . .	885
3.3	Système régionaux de mise en œuvre . . . . .	886
3.3.1	En Europe . . . . .	886
3.3.2	Dans les Amériques . . . . .	887
3.3.2.1	Rôle de la Commission interaméricaine . . . . .	887
3.3.2.2	La Cour interaméricaine des droits de l'homme . . . . .	889
3.3.3	En Afrique . . . . .	891
4.	La protection internationale des réfugiés, des migrants et des apatrides . . . . .	893
4.1	Définitions . . . . .	893
4.2	Les réfugiés . . . . .	895
4.2.1	Admission . . . . .	896
4.2.1.1	Le Pacte mondial pour les réfugiés . . . . .	900
4.2.1.2	Refus d'admission et pays tiers sûr . . . . .	901
4.2.2	Statut . . . . .	903
4.3	Les migrants . . . . .	904
4.4	Les apatrides . . . . .	906
4.4.1	Le statut juridique des apatrides . . . . .	907
4.4.2	L'élimination de l'apatridie . . . . .	908
4.4.2.1	<i>Convention des Nations Unies sur la réduction de l'apatridie</i> . . . . .	908

---

4.4.2.2	<i>Convention de 1957 sur la nationalité de la femme mariée</i> .....	909
<b>Chapitre 16-</b>	<b>Droit international pénal</b> .....	<b>911</b>
	Introduction .....	911
1.	Notions préliminaires .....	911
1.1	Droit international pénal et droit pénal international .	911
1.1.1	Droit international pénal .....	911
1.1.2	Droit pénal international .....	914
1.2	L'obligation d'extrader ou de poursuivre ( <i>aut dedere aut judicare</i> ) .....	916
1.3	La responsabilité pénale de l'État et des individus . . . .	918
1.3.1	La responsabilité pénale de l'État .....	918
1.3.2	La responsabilité pénale de l'individu .....	920
1.3.3	L'articulation entre la responsabilité pénale de l'individu et celle de l'État .....	921
2.	Les crimes internationaux .....	922
2.1	Le crime d'agression .....	923
2.2	Crimes de guerre et crimes contre l'humanité .....	927
2.2.1	Notions générales .....	927
2.2.2	Crimes de guerre .....	929
2.2.2.1	Le droit de La Haye .....	929
2.2.2.2	Le droit de Genève .....	930
2.2.2.3	Crimes de guerre et Statut de la Cour pénale internationale .....	932
2.2.3	Crimes contre l'humanité .....	940
2.2.3.1	Identification des crimes .....	941
2.2.3.2	Conditions d'applicabilité et éléments constitutifs particuliers .....	943
2.2.3.3	Vers une convention internationale... . . . .	948
2.2.4	Imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité .....	949

---

2.3	Le génocide	950
2.3.1	L' <i>actus reus</i>	951
2.3.2	L'élément intentionnel du génocide ( <i>dolus specialis</i> ou <i>mens rea</i> )	952
2.3.3	Tribunaux compétents	954
2.3.4	Le recours de l' <i>Afrique du Sud c. Israël</i> devant la C.I.J.	956
2.4	Piraterie maritime	958
2.5	Le terrorisme international	961
2.5.1	Capture et détournement d'aéronefs	963
2.5.1.1	L'attribution de pouvoirs de contrainte au commandant de bord	964
2.5.1.2	La création de l'infraction spécifique de capture illicite d'un aéronef	965
2.5.2	La criminalisation du sabotage	965
2.5.3	Terrorisme et prise d'otage	967
3.	La justice internationale pénale	971
3.1	Les tribunaux nationaux	971
3.2	Les tribunaux internationaux	972
3.2.1	Les tribunaux <i>ad hoc</i> : les exemples du T.P.I.Y. et du T.P.I.R.	973
3.2.1.1	Compétences	974
3.2.1.2	Entraide judiciaire	974
3.2.1.3	Responsabilité individuelle	974
3.2.1.4	Peines	975
3.2.1.5	Le procès de Slobodan Milosevic	975
3.2.1.6	L'affaire <i>Akayesu</i>	976
3.2.1.7	La fermeture des T.P.I.Y. et T.P.I.R.	977
3.2.2	Les tribunaux mixtes	978
3.3	La Cour pénale internationale	980
3.3.1	Composition et fonctionnement	980

---

3.3.2	Compétence et recevabilité . . . . .	981
3.3.2.1	Une compétence complémentaire . . . . .	982
3.3.2.2	Une compétence limitée <i>ratione materiae</i> , <i>ratione temporis</i> , <i>ratione loci</i> et <i>ratione personae</i> . . . . .	983
3.3.3	Le renvoi d'une situation et l'ouverture d'une enquête . . . . .	985
3.3.4	Peines et réparations accordées aux victimes . . .	988
3.3.5	Les obstacles à la juridiction de la C.P.I. . . . .	989
3.3.5.1	Une juridiction complémentaire . . . . .	989
3.3.5.2	Des mandats d'arrestation non exécutés et personnes en fuite . . . . .	992
3.3.5.3	Des menaces contre des membres de la Cour et le Procureur . . . . .	996
3.3.5.4	Une guerre ouverte des États-Unis contre la Cour . . . . .	998
3.3.6	Un bilan partiel et provisoire, 22 ans après . . .	1004
3.3.6.1	Les condamnations . . . . .	1005
3.3.6.2	Personnes en fuite . . . . .	1006
3.3.6.3	Procès en cours . . . . .	1008
3.3.6.4	Acquittements et annulations des charges . . . . .	1009
3.3.6.5	Mandats d'arrêt . . . . .	1010
3.3.6.5.1	Mandat d'arrestation contre Vladimir Poutine et autres . . . . .	1010
3.3.6.5.2	Mandat d'arrêt dans la situation dans l'État de Palestine : chefs du Hamas et d'Israël . . . . .	1012
3.3.6.5.3	Une demande de mandat d'arrêt contre Min Aung Hlaing . . . . .	1015
3.3.6.6	Les crimes de guerre en Afghanistan : la subite reculade du nouveau Procureur Karim Khan . . . . .	1015

<b>Chapitre 17- La protection internationale de l'environnement</b> .....	1019
1. Notions préliminaires .....	1019
1.1 Définition .....	1019
1.2 Bref historique .....	1021
1.2.1 Avant 1972 .....	1022
1.2.2 Conférence de Stockholm, 1972 .....	1023
1.2.3 Conférence de Rio, 1992 .....	1025
1.3 Objet .....	1027
1.4 Les problèmes environnementaux .....	1028
2. Principes généraux .....	1029
2.1 Le principe de souveraineté permanente .....	1030
2.2 Le principe du développement durable .....	1031
2.3 Le principe de prévention .....	1032
2.4 Le principe ou l'approche de précaution .....	1032
2.5 Le principe du pollueur-payeur .....	1033
2.6 Le principe des responsabilités communes mais différenciées .....	1034
2.7 La responsabilité pour dommage environnemental ...	1036
3. La protection de l'atmosphère .....	1036
3.1 La protection de la couche d'ozone stratosphérique ..	1038
3.2 La lutte contre les gaz à effet de serre .....	1040
3.2.1 La <i>Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques</i> .....	1041
3.2.2 Le Protocole de Kyoto .....	1042
3.2.3 L'Accord de Paris .....	1043
3.2.4 Un mécanisme international pour pertes et dommages .....	1049
3.3 La lutte contre les polluants atmosphériques et les pluies acides .....	1050

---

3.4	La menace découlant de l'énergie nucléaire	1052
3.4.1	Utilisations militaires	1052
3.4.1.1	L'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère	1052
3.4.1.2	L'interdiction complète de tous les essais nucléaires (TICEN)	1053
3.4.1.3	L'illégalité de l'emploi d'armes nucléaires	1054
3.4.2	Utilisations civiles	1056
3.4.2.1	Le risque de prolifération	1056
3.4.2.2	Le risque d'accidents	1060
4.	L'élimination des déchets dangereux et radioactifs	1060
4.1	Déchets dangereux	1060
4.2	Déchets radioactifs	1062
5.	La protection des mers et des océans	1063
5.1	La pollution par les navires	1064
5.2	Intervention en haute mer en cas d'accident	1065
5.3	Immersion de déchets	1066
5.4	Pollution d'origine tellurique	1068
5.5	Pollution plastique	1070
6.	La protection des forêts, des sols et des fleuves	1072
6.1	Protection des forêts	1072
6.2	Protection des sols contre la désertification	1074
6.3	Protection des fleuves, rivières et des aquifères	1075
6.3.1	Généralités	1075
6.3.2	<i>Convention de l'ONU sur l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (1997)</i>	1077
6.3.3	<i>Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs inter-</i>	

	<i>nationaux</i> (Convention sur l'eau ou Convention CEE-ONU sur l'eau ou Convention Helsinki) . .	1079
6.3.4	L'utilisation équitable des aquifères souterrains transfrontières . . . . .	1081
7.	La protection des espèces animales et végétales . . . . .	1082
7.1	La protection de certaines espèces . . . . .	1082
7.2	Les espèces menacées d'extinction (CITES) . . . . .	1083
7.3	La protection de certains habitats . . . . .	1085
7.4	Protection de la faune et de la flore en Antarctique . .	1086
8.	La conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. .	1086
8.1	La <i>Convention sur la diversité biologique</i> . . . . .	1087
8.2	Le <i>Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques</i> (2000) . . . . .	1092
8.3	Le <i>Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation</i> (2010) . . . . .	1096
8.4	La conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales (Traité du 2 mars 2023 sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité ne relevant pas des juridictions nationales) . . . . .	1098
	<b>Chapitre 18- Droit des investissements directs étrangers</b> . . . . .	1109
1.	Notions préliminaires . . . . .	1109
1.1	Commerce et investissement . . . . .	1110
1.2	L'investissement direct comme moteur de la mondialisation . . . . .	1111
1.3	Objet des traités d'investissement . . . . .	1111
1.4	Plan du chapitre . . . . .	1112
2.	Définition des investissements directs étrangers et rôle des sociétés transnationales . . . . .	1112
2.1	Investissement de portefeuille et investissements directs . . . . .	1112

---

2.2	Rôles des sociétés transnationales (STN) . . . . .	1115
2.3	Problématique générale . . . . .	1116
2.3.1	Les risques . . . . .	1116
2.3.2	Les tensions entre l'État d'accueil et les filiales étrangères . . . . .	1117
2.3.3	Les tensions entre l'État d'accueil et l'État d'origine . . . . .	1119
3.	Sources . . . . .	1121
3.1	Accords bilatéraux et régionaux . . . . .	1121
3.2	Accords mondiaux . . . . .	1123
3.2.1	Le projet mort-né de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) . . . . .	1124
3.2.2	Les accords au sein de l'OMC . . . . .	1126
3.2.3	La Convention de l'OCDE sur la corruption . . .	1127
3.2.4	La Convention de Washington de 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États . . . . .	1128
3.2.5	L'assurance internationale contre le risque politique . . . . .	1128
3.3	Instruments du quasi-droit ( <i>soft law</i> ) . . . . .	1128
3.3.1	Les <i>Directives sur le traitement des investissements étrangers</i> de la Banque mondiale . . . . .	1129
3.3.2	La <i>Déclaration de principe sur l'investissement international</i> de l'OCDE . . . . .	1130
3.3.3	Les Principes directeurs du G20 (2016) . . . . .	1132
3.3.4	Les Principes directeurs des Nations Unis relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme (2011) . . . . .	1134
4.	Régime général . . . . .	1134
4.1	Traitement général : un traitement non-discriminatoire, juste et équitable . . . . .	1135
4.1.1	Traitement de la nation la plus favorisée . . . . .	1135

---

4.1.2	Traitement national	1137
4.1.2.1	Considérations générales	1137
4.1.2.2	Traitement national et régime de l'admission	1138
4.1.3	La norme minimale de traitement : un traitement juste et équitable (TJÉ)	1142
4.1.3.1	La norme minimale dans l'ALÉNA (1994-2020)	1144
4.1.3.2	La reformulation de la norme dans l'ACE, le PTP et l'ACEUM	1150
4.1.4	Le déni de justice	1152
4.1.5	Les obligations d'achat et de résultat	1153
4.1.6	Les transferts de fonds	1156
4.1.7	Expropriation directe et indirecte	1157
4.1.7.1	Le droit de nationaliser ou d'exproprier	1158
4.1.7.2	Mesures équivalentes à l'expropriation : l'expropriation indirecte	1161
4.1.7.2.1	Considérations générales	1162
4.1.7.2.2	Jurisprudence sous l'ALÉNA	1165
4.1.7.2.3	L'expropriation indirecte dans l'ACEUM, l'ACE et l'ATP	1171
5.	Le règlement des différends entre États et investisseurs	1172
5.1	Considérations générales	1172
5.2	Arbitrage CIRDI	1174
5.3	Arbitrage CNUDCI	1176
5.4	Arbitrage ACEUM	1177
5.4.1	Plaintes des investisseurs américains ou mexicains contre le Canada et plainte des investisseurs canadiens contre les États-Unis ou le Mexique	1178
5.4.2	Plaintes des investisseurs américains ou mexicains contre le Mexique ou les États-Unis d'Amérique	1179

5.5 Arbitrage PTP (ou PTPGP) .....	1180
5.6 Arbitrage spécial par un tribunal permanent dans le cadre de l'Accord (ACE) .....	1181
6. L'assurance-investissement .....	1183
6.1 La garantie nationale .....	1183
6.2 La garantie internationale .....	1183
7. La nécessaire réforme du droit des IDÉ .....	1185
7.1 Règles de fond découlant du développement durable ..	1186
7.2 Le règlement des différends : vers une cour internationale permanente ? .....	1190
<b>Bibliographie choisie .....</b>	<b>1193</b>
<b>Table de la législation et des textes internationaux ....</b>	<b>1211</b>
<b>Table de la jurisprudence .....</b>	<b>1283</b>
<b>Index analytique et onomastique .....</b>	<b>1309</b>